

A propos du Nouvel Ordre Economique International et de l'avenir des relations Economiques Internationales

Samir Amin *

I. La faillite du Nouvel Ordre Economique International (NOEI) n'est peut-être pas encore consommée. Mais à quelques semaines de la 5e session de la CNUCED, qui se tiendra à Manille en mai 1979, peut-on prétendre que dans un seul domaine la mise en œuvre de la Charte solennellement adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1974 ait enregistré un progrès quelconque ? Simultanément peut-on aujourd'hui continuer à affirmer que ce qui unit les pays du Tiers-Monde l'emporte sur ce qui les divise ? Que peut signifier non-alignement lorsque les superpuissances interviennent ici et là à l'appel même des pays du Tiers-Monde dressés les uns contre les autres ? A quelques mois du sommet des Non-alignés, prévu pour l'été 1979, le Tiers-Monde n'est-il pas simplement menacé de cesser d'exister ?

La faillite de la stratégie dite du NOEI et la décomposition du Tiers-Monde ne sauraient néanmoins faire oublier la persistance de la crise et le développement de bouleversements réels dans les relations entre l'Ouest et l'Est (bloc soviétique et Chine). La description de l'échec des « négociations » Nord-Sud ne suffit donc pas. et l'analyse impose que l'on replace les évolutions dans ce domaine dans leurs rapports avec celles qui caractérisent le système mondial dans son ensemble, aux plans politique et économique.

II. Les objectifs du NOEI constituaient un programme cohérent répondant aux aspirations des Etats du Tiers-Monde (1). La logique interne du programme — relèvement des prix des matières premières exportées par le Tiers-Monde, nouveau souffle d'industrialisation

* Directeur de l'IDEP, Dakar, Sénégal. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne peuvent en aucun cas être considérées comme représentant les opinions officielles du CODESRIIA ou de l'Institution à laquelle l'auteur appartient.

d'exportation vers les pays développés fondés sur la main-d'œuvre à bon marché et l'abondance des ressources naturelles, accélération du transfert des technologies et réduction de son coût — reflète le caractère contradictoire de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. D'une part en effet, ce programme s'inscrit d'emblée dans une perspective d'approfondissement de la division internationale du travail : par le relèvement du taux de la plus-value (la surexploitation de la force de travail à la périphérie) il permet le relèvement du taux du profit à l'échelle mondiale et apparaît donc comme un programme de développement capitaliste à cette échelle. Mais d'autre part, dans le cadre de cet objectif commun de développement capitaliste, les stratégies propres des monopoles et des Etats impérialistes et ceux des bourgeoisies et des Etats de la périphérie entrent en contradiction.

II. 1. Les monopoles impérialistes ont une interprétation limitée du « nouvel ordre ». Il s'agit pour eux de tirer davantage profit de la main-d'œuvre à bon marché et des ressources naturelles du Tiers-Monde par la décolonisation de segments des processus productifs qu'ils contrôlent. Dans cette stratégie la décolonisation ne vise nullement à la création d'économies industrielles nationales intégrées dans le Tiers-Monde, fussent-elles ouvertes sur l'extérieur. Au contraire l'intérêt des monopoles est d'exporter des segments non articulés les uns aux autres de manière à conserver le contrôle de « l'ensemble de la vie économique à l'échelle mondiale ». Dans ce cadre les monopoles peuvent faire des concessions mineures aux « pays hôtes », voire même, dans les cas extrêmes, renoncer à la propriété formelle du capital. La concurrence entre ceux-ci, l'absence d'intégration des segments transférés, leur dépendance technologique comme celle découlant de l'obligation d'exporter les produits sur les marchés métropolitains contrôlés par les monopoles, réduisent le contenu de la propriété formelle du capital car tout cela permet aux monopoles d'imposer à leurs partenaires des conditions contraignantes à l'extrême. C'est le « laissez-faire » à l'échelle d'un monde dominé par les monopoles. Dans ces conditions le financement même de cette décolonisation par les monopoles vendeurs d'usines « clefs en mains ». Cette ponction opérée à leur profit est en effet « in built » dans la structure des prix. La ponction peut, au demeurant, s'enfler de transferts financiers visibles au titre des ventes de techniques, brevets et marques commerciales, comme à celui des intérêts des prêts octroyés pour soutenir l'expansion des unités. Parfois même les structures de prix sont déformées dans un sens qui enlève aux segments transférés leur rentabilité apparente : les prêts destinés alors à combler « les déficits de gestion » ne sont rien d'autre que des formes de résurrection de l'éternelle tendance du capital au pillage. Un néo-capital financier, à l'image du vieux capital mercantiliste, apparaît à nouveau, comme à l'aube du capitalisme : l'accumulation « primitive » est permanente.

Cette stratégie a un nom — et ce n'est pas un hasard — le « redéploiement ». Activement soutenue par la Banque Mondiale, le FMI et les autres instances de l'organisation des Etats capitalistes développés, elle fait passer pour un « nouvel ordre » la multiplication de

nouvelles enclaves — les « zones franches ». Evidemment cette stratégie réduit au minimum le rôle de l'Etat local, consigné dans les fonctions d'une administration chargée simplement de la police de la force de travail exploitée. Elle vise aussi à diviser le Tiers-Monde, non seulement en accentuant l'écart entre pays à « croissance forte » et « pays stagnants », mais encore en mettant en concurrence entre eux les premiers.

II. 2. Ce que les pays du Tiers-Monde, tout au moins le groupe moteur parmi les non-alignés, entendent par nouvel ordre international est passablement différent. La révision de la division internationale du travail dans le sens indiqué est censée accompagner et renforcer la mise en place d'une économie nationale, autocentrée et industrielle.

Le renforcement de l'Etat national et l'intervention active de la politique d'Etat devaient garantir, dans cette stratégie, que l'industrie ne sera constituée d'unités désarticulées, mais que des filières entières du processus productif seront mis en place. Le recours à l'importation des éléments de ces chaînes intégrées (séries d'usines achetées « clés en mains ») implique un niveau élevé d'exportation, tant de matières « traditionnelles » que de produits industriels nouveaux. Le succès de la stratégie dépend donc, dans une large mesure, de la capacité d'obtenir les concessions qui constituent le programme du nouvel ordre économique international.

L'opposition de ces deux « interprétations » du nouvel ordre est apparue dans toutes les négociations concernant la division internationale industrielle du travail et la « délocalisation » des décisions, les modalités du financement et des transferts, les questions de formation de personnel et de gestion, l'ouverture des marchés extérieurs. Les Etats du Tiers-Monde insistent généralement sur l'implantation d'industries aussi complètes que possibles, connectées en aval et en amont les unes aux autres, la définition de règles d'accord permettant de soumettre la gestion des unités industrielles aux politiques industrielles d'Etat, le choix pour la gestion des unités de cadres nationaux, l'ouverture des réseaux internationaux de distribution des produits manufacturés aux entreprises délocalisées (l'abaissement des barrières protectionnistes des pays développés étant jugé insuffisant pour permettre la pénétration sur ces marchés), le soutien à la recherche technologique nationale, la réglementation des modalités de financement (pour éviter par exemple qu'en définitive la filiale d'une multinationale ne finance ses investissements par l'appel aux moyens bancaires locaux sans faire entrer de capitaux neufs), la réglementation des transferts (partage des risques, plafonds de profits exportables, obligations d'investir dans l'économie nationale une fraction de ceux-ci), etc.

Ces « exigences » ont toujours été jugées inacceptables par les multinationales, intéressées seulement par la délocalisation partielle par le moyen de filiales pratiquement contrôlées par elles. A la limite la négociation elle-même perd son sens. Or progressivement la majorité des Etats du Tiers-Monde s'est alignée de fait sur la stratégie du redéploiement. Ne sont en position de négocier que les Etats qui refu-

sent l'implantation directe des filiales et cherchent à lui substituer l'achat d'usines « clés en mains » dans le cadre d'un programme global d'industrialisation.

La stratégie de ces Etats comptait sur la possibilité de modifier favorablement l'ordre international par des actions combinées, certaines unilatérales, d'autres obtenues par voie de négociations collectives d'Etats à Etats (Nord-Sud). L'idée était, on doit s'en souvenir, d'organiser des cartels de producteurs du Tiers-Monde qui seraient parvenus à imposer des révisions des prix des matières premières. Le contrôle national des ressources naturelles devait permettre non seulement d'agir sur l'offre, mais aussi et surtout de mettre en œuvre une politique d'exploitation de ces ressources qui tienne compte des intérêts nationaux à long terme et mette un terme aux rythmes d'exploitation commandés exclusivement par les besoins du monde développé. Renforcés de la sorte, les pays du Tiers-Monde espéraient disposer d'un pouvoir de négociation véritable qui devait contraindre le Nord à faire des concessions : ouverture de ses marchés, code de conduite en matière de transferts de technologie, etc. La coopération entre pays du Tiers-Monde (« l'autonomie collective », « collective self-reliance ») s'inscrivait dans cette perspective pour la renforcer.

III. Or, le bilan des « négociations » ouvertes depuis la crise pétrolière de 1973 et l'adoption de la charte du NOEI en 1974 est en fait négatif.

III. 1. Au projet d'origine de cartels de producteurs ayant recouvré le contrôle de leurs ressources naturelles la négociation au sein de la CNUCED a substitué un « programme intégré » portant sur 18 matières et l'établissement d'un Fonds commun de stabilisation. Or les négociations pour chacune de ces matières premières soit ont été remises sous différents prétextes, soit ont échoué, tandis que le projet qui sera soumis à la prochaine CNUCED (Manille, mai 1979) prévoit pour le Fonds Commun un capital de 60 millions de dollars, soit 5 % du minimum requis (12 milliards) pour donner un sens à l'opération ! Chemin faisant l'idée d'indexation des prix des matières premières a été évidemment abandonnée (2). Parallèlement des concessions mineures faites à certains (comme le système Stabex en faveur des signataires des conventions de Lomé) permettent de retarder des concessions plus substantielles au bénéfice de l'ensemble du Tiers-Monde (3).

III. 2. A l'objectif que les pays du Tiers-Monde s'étaient fixé à Lima — 25 % de la production et du commerce mondial des produits manufacturés à l'horizon 2000 — on a substitué progressivement un programme douteux de « libéralisme commercial à l'échelle mondiale » accompagnant des délocalisations partielles dans le cadre du redéploiement des multinationales. Mais là encore on ne peut même pas dire que ce programme soit mis en œuvre sérieusement, ni par les multinationales elles-mêmes, ni par les Etats développés (voir les mesures protectionnistes prises dans le domaine des textiles par exemple).

III. 3. Dans le domaine des transferts financiers, lassé de l'échec de l'aide extérieure » (on se souviendra qu'à l'origine l'objectif était de

transférer 1 % du PNB ; que chaque année on s'éloigne un peu davantage de cet objectif ; et que « qualitativement » l'aide a beaucoup déçu), le Tiers-Monde était passé à l'offensive en prenant position sur la réforme du système monétaire international, et en proposant à cet effet la création de nouvelles unités de paiements internationales basées sur les produits de base et l'élaboration de règles permettant de soutenir les efforts de développement en établissant un « lien » entre l'émission de ces liquidités nouvelles et les besoins des pays du Tiers-Monde. Il s'agissait sans doute de projets utopiques.

Toujours est-il que l'offensive du Tiers-Monde dans ces directions s'est essouffée. Progressivement le centre de gravité des préoccupations s'est déplacé vers la question de la dette, qui divise le Tiers-Monde. Simultanément, lorsqu'un pays du Tiers-Monde ne parvient plus à supporter le poids de la dette, le F.M.I. et les pays créanciers se retrouvent pour lui imposer, à travers une véritable mise en tutelle de la victime qui rappelle les protectorats établis au XIX^e siècle en Orient et en Amérique Latine, des politiques qui sans exception ni nuance sacrifient globalement le développement à l'équilibre extérieur, en frappant plus particulièrement les travailleurs et les couches les plus défavorisées, en dépit du discours sur les « besoins de base » ! (4).

III. 4. Dans le domaine des « transferts de technologie » on sait que le projet de « code de conduite » a été rejeté par les partenaires développés. Dans d'autres domaines, comme le droit de la mer par exemple, les aspirations du Tiers-Monde ont été traitées avec le plus grand mépris.

III. 5. On pourrait allonger indéfiniment la liste des « échecs » et des « déceptions ». Simultanément on pourrait s'inquiéter du rythme des « thèmes nouveaux » proposés au rythme accéléré de la mode, le plus souvent ambigu et qui, de ce fait, peuvent être soupçonnés d'être des manœuvres de diversion. « Population », « Environnement », « croissance zéro », « priorité aux besoins de base », « priorité à l'emploi », « redistribution du revenu », « technologies intermédiaires ou appropriées », « coopération entre pays en voie de développement ». « sciences et technologies au service du développement » se succèdent et se substituent à l'absence de changements dans le monde réel des relations internationales (5).

IV. Au-delà du constat d'échec, il reste à en analyser les causes. Sont-elles purement circonstancielles (la crise économique) ? peuvent-elles être attribuées aux « erreurs de tactique » du Tiers-Monde (divisions et faiblesses de celui-ci) ? ou bien ces circonstances et ces faiblesses expriment l'impossibilité d'un développement autocentré dans la périphérie du système capitaliste contemporain ?

IV. 1. Sans doute la crise (6), que nous croyons être principalement une crise structurelle de la division internationale du travail, est-elle tenace, comme en témoigne l'échec des politiques conjoncturelles, « classiques » (monétaires) ou néo-keynésiennes. La crise, amorcée dès le milieu des années 60 dans le champ des relations interimpérialistes par l'effondrement du système monétaire de Bretton Woods, est main-

tenant sortie de ce cadre pour frapper de plein fouet la vie économique et les systèmes de production.

Il n'est pas possible de « prévoir » l'évolution de la crise qui porte en elle des possibilités contradictoires. L'ensemble des luttes qui l'accompagnent peut en effet conduire à une rupture du marché international intégré qui a caractérisé — avec l'hégémonie des Etats-Unis — le système mondial du dernier quart de siècle. Les ruptures dans le système monétaire international, les mesures protectionnistes — même limitées —, le renouvellement de « préférences impériales » se substituant au « libéralisme sans rivages » (par exemple les accords de Lomé entre l'Europe et les A.C.P.), rappellent que des « repliements impériaux » analogues à ceux qui ont suivi la crise des années 30 ne sont pas impossibles. Il va sans dire que la répétition d'un krach financier global pourrait déclencher une évolution de ce genre. Or la base pour un krach de ce genre n'existe-t-elle pas dans l'endettement des Etats du Tiers-Monde et de l'Est ?

Force est cependant de constater que, dans l'immédiat, les réactions des centres capitalistes vont en sens inverse. Le réalignement des impérialismes seconds sur l'impérialisme américain hégémonique est une réalité dont témoignent de nombreux faits : les efforts conjugués déployés pour maintenir un système de paiements multilatéraux fondé de facto sur le dollar (en dépit des progrès de la coordination monétaire européenne — le Fonds Monétaire Européen pouvant devenir une pièce d'un ensemble préservant l'hégémonie des Etats-Unis) (7), le choix européen lui-même qui, avec les « stabilisations » en France, au Portugal, en Espagne et en Grèce, renforce l'hégémonie allemande, jusqu'ici courroie de transmission de celle des Etats-Unis. Le mouvement ouvrier lui-même ne tend-il pas à placer l'accent sur la stabilité monétaire, fût-ce au détriment de l'emploi et de l'unité de la classe ouvrière (en sacrifiant les intérêts de la fraction des travailleurs « non-intégrés » — émigrés, jeunes, femmes... frappés davantage par le chômage, à ceux de l'« aristocratie ouvrière » qui ne souffre que de l'inflation (8) ? Cette tendance ne renforce-t-elle pas le réalignement ? Evidemment il reste à savoir si le réalignement actuel est durable, c'est-à-dire si le marché mondial a la capacité de résister tant au plan politique qu'économique à une crise longue.

Or il faut replacer le refus de concessions au Tiers-Monde dans ce cadre.

IV. 2. Les tendances effectives qui opèrent dans le champ de la décolonisation doivent être analysées dans ce cadre, en rapport étroit avec la question de la circulation mondiale du capital (et donc de la dette).

En effet la période actuelle est caractérisée par une grande abondance de capitaux disponibles pour des raisons multiples : ralentissement de la croissance et des investissements dans de nombreux secteurs (en particulier dans les zones non monopolisées de l'économie) parallèle au maintien de profits élevés dans le secteur des monopoles, d'où l'excédent des liquidités des multinationales ; émission inflation-

nise dans les pays développés; recyclage des fonds pétroliers, etc. Or les multinationales industrielles et financières sont en position privilégiée pour faire circuler ces capitaux à l'échelle mondiale, au mépris, s'il le faut, des politiques d'Etat. A la fois, cause et effet des fluctuations spéculatives des changes, ces liquidités ont largement trouvé leur voie dans le placement auprès des Etats, de l'Est et du Sud.

Il faut ici distinguer l'endettement des pays de l'Est de celui des Etats du Tiers-Monde. En effet les capitaux prêtés aux pays de l'Est, même s'ils proviennent de consortia privés avec l'aval des gouvernements contribuent certainement à l'accélération de l'industrialisation d'Etat de ces pays et invitent à réintégrer cette industrialisation dans les échanges mondiaux (ne serait-ce que pour assurer le service de la dette). Par contre, dans les pays du Tiers-Monde c'est seulement une fraction mineure de cet endettement qui soutient directement l'industrie. En fait les exportations industrielles du Sud ont très peu progressé — à l'exception de celles de quatre pays : la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong. La majeure fraction de l'endettement, en provenance ici aussi de consortia privés, est employée à payer les importations courantes et à soutenir les appareils d'Etat en difficulté.

Sans doute devrait-on nuancer cette opposition. Après tout l'accès des pays de l'Est au marché financier occidental allège la ponction. qu'ils opèrent sur leur revenu au profit des dépenses militaires. Il reste que par leur nature politique les systèmes à l'Est et au Sud sont trop différents pour que l'on puisse négliger de voir que les effets de l'endettement extérieur n'y sont pas analogues.

Doit-on se poser la question relative à cette « résurgence du capital financier » ? Celle-ci doit-elle conduire quand même finalement à l'accélération de l'industrialisation du Tiers-Monde, l'investissement dans les industries d'exportation étant seulement retardé par la conjoncture ? ou bien cette dette demeurera un poids mort, dont le service apparaîtra, comme ce fut le cas au XIXe siècle, comme une ponction parasitaire supplémentaire sur le revenu ? Dans ce cas le système apparaît dans toute sa vulnérabilité : fondé sur une série d'équilibres fragiles résultant de la contradiction entre la mobilité des capitaux d'une part et leur immobilisation dans des emplois non liquides de facto d'autre part. La perspective d'un krach financier ne peut alors être exclue.

IV. 3. Les développements qui précèdent invitent à réfléchir sur les modifications réelles en cours dans les relations internationales, économiques et politiques.

Une statistique significative : entre 1974 et 1978, tandis que la production d'acier dans l'ensemble des pays capitalistes développés diminuait de 36 millions de tonnes, elle augmentait du même volume dans les autres régions du monde, principalement grâce à l'accroissement de la production des pays de l'Est (URSS, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie) et de la Chine et seulement dans une mesure accessoire par celle des pays en voie de développement (et pratiquement

cette contribution se limite à 5 pays : le Brésil, le Mexique, l'Inde, la Corée du Sud et Taïwan) (9). Telle est la réalité : si les rapports économiques se modifient à l'échelle mondiale, c'est entre l'Ouest, l'Est et la Chine, non dans le champ des relations Nord-Sud.

Le développement de l'Est et de la Chine s'accompagne-t-il de leur volonté de réintégrer la division internationale du travail, comme il le semble ? Et à quelles conditions ? Les monopoles, qui dominent les sociétés de l'Ouest et du Sud vont-ils étendre leur domination à l'Est et à la Chine, comme certains le proclament ? Le système capitaliste va-t-il devenir à nouveau véritablement mondial, après avoir été un temps menacé par des constructions socialistes autarciques ?

V. Les défenseurs de la stratégie du NOEI donnent des réponses positives rapides aux questions qui précèdent. Ils en tirent argument pour prétendre que la construction d'une économie nationale autocentrée et la participation à la division internationale du travail ne sont pas incompatibles. Si l'URSS et même la Chine, en dépit de la nature non capitaliste de leur économie, aspirent à s'intégrer dans les échanges mondiaux et même à traiter avec les multinationales, les Etats du Tiers-Monde qui n'ont pas les avantages de ces pays-continent peuvent-ils envisager une autarcie absurde qui les condamnerait irrémédiablement à la stagnation ?

V. 1. Qu'il soit possible de concilier l'intégration au système mondial et une stratégie de développement national le NOEI devait le démontrer puisque la division internationale du travail devait s'ajuster aux exigences du développement national des pays du Tiers-Monde.

Les années 1970-75, par une conjoncture favorable ont donné l'impression que ce projet était viable. N'oublions pas en effet la série de victoires politiques du Tiers-Monde durant ces années : la guerre d'octobre 1973 et la perspective d'un recul du sionisme, l'indépendance des colonies portugaises en 1974, la victoire des peuples du Vietnam et du Cambodge en 1975, la montée des luttes au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud, la révolution paysanne en Ethiopie, les mouvements populaires du Bénin et de Madagascar, etc. En Europe du Sud même, la déstabilisation paraissait menacer le système, en Italie, en France (où l'Union de la Gauche semblait pouvoir l'emporter), en Grèce, au Portugal et en Espagne avec la fin des dictatures. Tous ces événements se situent dans le temps court de quelques années. Leur simultanéité avec la crise économique se traduit par un « vent de panique » : l'hégémonie américaine paraît définitivement passée ; on parle d'un éclatement de l'Europe (10). C'est dans cette ambiance que le groupe des non-alignés, présidé par le Président Boumediène, définit la plateforme du NOEI.

V. 2. L'expérience historique du développement ne plaide-t-elle pas néanmoins contre les thèses du NOEI ? L'expérience historique des pays capitalistes développés n'enseigne-t-elle pas que l'industrialisation et la mise en place d'une économie nationale ont toujours été réalisées en niant la division internationale du travail, c'est-à-dire en cessant de s'y inscrire passivement conformément aux « avantages compara-

tifs » du moment ? C'est d'ailleurs pourquoi la construction d'une économie nationale a toujours impliqué une politique d'Etat (11). L'Etat-Nation de la bourgeoisie au XIX^e siècle, de la France républicaine à l'Allemagne et au Japon impériaux, a été l'instrument indispensable de cette construction. Et si celle-ci n'a pas été réalisée dans l'autarcie, il n'en demeure pas que les relations extérieures ont été soumises aux exigences de la construction interne. Souvent d'ailleurs ces relations extérieures, axées sur l'exploitation des périphéries, ont tout simplement accéléré les rythmes de l'accumulation interne (c'était le cas, notamment de l'Angleterre et de la France). Pour les pays venus tard, mais avant la période impérialiste — Allemagne, Italie, Etats-Unis, Japon, Autriche-Hongrie et Russie —, la construction autocentrée a toujours impliqué le protectionnisme, le financement par l'Etat des infrastructures, une politique d'Etat d'organisation du système financier et monétaire, une politique d'Etat de transformations agraires visant à promouvoir le progrès de l'agriculture et l'autosuffisance alimentaire, etc. Bien que ces développements nationaux ne se soient pas inscrits dans un cadre autarcique, il importe de signaler que les relations extérieures étaient toujours soumises à la logique de l'accumulation interne et à ses exigences et non l'inverse, comme il importe de souligner que toutes ces expériences, le Japon dernier en date, sont antérieures à la constitution du système impérialiste.

L'expérience historique des pays ayant rompu avec le capitalisme est encore plus évidente. Non seulement l'URSS et la Chine ont opéré des transformations sociales et économiques fondamentales, mais encore elles l'ont fait dans l'autarcie, une contrainte d'ailleurs imposée par le monde capitaliste. Même les petits pays de l'Europe de l'Est ont traversé une période pratiquement autarcique, à l'époque des plans staliniens des années 50, au cours de laquelle l'essentiel d'une structure économique nationale a été mis en place. Sans doute aujourd'hui ces pays paraissent-ils souhaiter s'intégrer davantage dans les échanges mondiaux.

Pour certains c'est là l'aveu de leur faillite : échec de l'agriculture soviétique, échec d'une tentative d'industrialisation « originale » de la Chine. Ce raisonnement est court. Il passe sous silence le fait essentiel que, quelle que soit la nature des rapports de production qui caractérisent ces sociétés — socialistes ou non —, une économie nationale autocentrée y a été mise en place. Dans ces conditions, ces pays ne se présentent pas sur le « marché mondial » en position de faiblesse, loin de là. Quelles que soient ses faiblesses l'URSS dispose de nombreux atouts : ressources naturelles, contrôle étatique de la production, capacité du système politique de prolonger l'isolement relatif du pays, enfin (et l'avantage n'est pas de moindre importance) puissance militaire planétaire. Quant à la Chine, il n'est pas dit qu'elle soit prête à accepter de passer sous les fourches caudines des monopoles, comme un vulgaire « pays sous-développé » ; elle entendra sans doute conserver la maîtrise totale de ses relations extérieures.

Sans doute les relations au sein du « camp socialiste » ont-elles changé radicalement. L'union soviétique a en effet choisi de tenter d'empêcher par tous les moyens la modernisation et l'industrialisation

de la Chine et, ce, à notre avis, quelle que soit la nature du système politique et social de ce pays qui, par sa seule taille, s'imposerait comme un partenaire égal remettant en question le partage/lutte à l'échelle planétaire, entre les deux superpuissances actuelles (et c'est pourquoi, à notre avis, toutes les tendances chinoises — de « droite » ou de « gauche » — seront nécessairement anti-russes). Ce changement qui a consacré l'éclatement de l'ancien « système socialiste » agit aussi dans le sens d'une réintégration par la Chine du système des échanges économiques avec l'Ouest. Mais il en est de même, bien qu'à un degré moindre, en Europe orientale. Au sein du Comecon, l'URSS ne tente-t-elle pas d'imposer une spécialisation que certains membres jugent contraires à leur intérêt national ? La Roumanie, comme la Yougoslavie et l'Albanie dans des circonstances différentes, mais également la Hongrie et la Pologne, cherchent à préserver et à développer des structures industrielles nationales autocrates menacées à des degrés divers. Cependant, le contrepoids que ces pays peuvent chercher à trouver en accentuant leurs échanges avec l'Ouest ne jouera-t-il aussi comme un facteur supplémentaire pas en faveur d'une « réunification » du marché mondial ?

Une thèse qui extrapolle jusqu'au bout ces tendances, prétend que l'avenir verra ainsi l'unité du marché rétablie. Ainsi dessine-t-on une large fresque historique présentant l'aspect d'un mouvement oscillatoire. L'unité du marché mondial, constituée au XIXe dans le cadre de l'hégémonie britannique (l'étalon sterling), menacée à partir de la fin du siècle par la montée des impérialistes rivaux, maintenue tant bien que mal jusqu'en 1914, a cessé d'exister pendant la « guerre germano-américaine de 30 ans pour la succession britannique » (1915-45) (12), pour être rétablie dans l'après seconde guerre mondiale dans le cadre de l'hégémonie des Etats-Unis. Menacé un temps par la montée des pays de l'Est, ce marché serait néanmoins en voie de reconstitution. Cette fois le temps de l'oscillation serait plus rapide, parce que la distance qui sépare les pays de l'Est et la Chine de l'Occident ne leur permettrait pas de « jouer seuls », surtout dans la désunion. Ajoutons enfin que l'attitude des pays de l'Est à l'égard de ceux du Sud témoigne de la priorité donnée par les premiers au maintien d'un réseau d'échanges mondiaux multilatéraux (13).

Cependant la perspective que les monopoles sont en voie d'étendre leur domination aux économies « socialistes » reste à démontrer. On reviendra plus loin sur cette question.

V. 3. Toujours est-il que la situation des pays du Tiers-Monde est très différente de celle des pays dits socialistes. Les économies du Tiers-Monde ont été façonnées comme telles, c'est-à-dire dépendantes, par leur subordination à une division internationale du travail inégale, à l'époque impérialiste.

Le mouvement de libération nationale serait-il en mesure de transformer cette relation de dépendance et de contraindre le système mondial à s'ajuster à un développement national autocraté de la périphérie ? Dans ce cas l'impérialisme n'aurait été qu'une étape dans l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale non le stade suprême de celui-

ci, mais simplement un stade intermédiaire, assurant le passage d'un système caractérisé par son assymétrie centre/périphérie à un système global homogène de domination des rapports capitalistes (14).

Si aujourd'hui le « groupe des 77 » apparaît sur la scène internationale comme un « syndicat de revendications économiques », on ne saurait oublier que la solidarité politique effective des peuples d'Asie et d'Afrique a précédé le groupement de défense économique. Cette solidarité, d'abord arabo-asiatique, puis étendue à toute l'Afrique pour devenir afro-asiatique, était celle des Etats ayant arraché leur indépendance et des mouvements encore en lutte pour celle-ci, dans les années 1950 et 60. Elle n'a jamais englobé l'Amérique latine, sans doute parce que le problème de l'indépendance ne s'y posait pas, mais aussi peut-être parce que ce continent appartient à l'aire culturelle européenne. Or le mouvement de libération revêtait et revêt une dimension culturelle — « non européenne ». De surcroît la solidarité politique afro-asiatique s'est déployée dans une période caractérisée par l'hégémonie des Etats-Unis et le confinement de l'URSS. Celle-ci dont l'égalité de puissance militaire n'était pas encore établie, était sur la défensive. Le « non-alignement » et le « neutralisme positif » des origines se situaient dans le refus des pays nouvellement indépendants d'entrer dans les alliances anti-soviétiques de la guerre froide.

Toutes ces conditions ont changé. Le mouvement de libération nationale bourgeois a arraché l'indépendance ; le système impérialiste s'est ajusté à une nouvelle alliance internationale des classes qui accompagne une nouvelle division internationale inégale du travail (15) ; la guerre froide a cédé la place à la co-existence ; l'Union Soviétique s'affirme au plan militaire à égalité avec les Etats-Unis ; les deux superpuissances affirment l'une et l'autre des objectifs planétaires.

Les bourgeoisies du Tiers-Monde sont-elles capables, dans ces conditions, de faire franchir à leur pays une nouvelle étape ; après l'indépendance politique peuvent-elles conquérir l'indépendance économique ? La conjoncture des années 1970-75 semblait le faire croire. Les années suivantes ont démontré la faiblesse du projet. L'Occident s'est ressaisi et réuni, le front du Tiers-Monde s'est effrité ; et le Tiers-Monde, ayant perdu son autonomie, est devenu le terrain d'enjeux entre les deux superpuissances. Cependant il apparaît que la question de la libération nationale est loin d'être réglée, contrairement à certaines opinions. L'impasse du NOEI et l'impotence de la bourgeoisie sont à peine démontrés que, au rythme où va l'histoire de nos jours, les forces populaires du Tiers-Monde partent à nouveau à l'assaut, comme en témoignent les événements de l'Iran.

S'il ne paraît pas possible d'évacuer la nécessité au moins d'un passage par le retrait de la DIT, fut-il autarcique, il est bien évident que cette condition nécessaire n'est jamais suffisante. La Birmanie, bien qu'elle ne soit repliée sur elle-même dans une quasi autarcie, est stagnante, faute de bouleversements dans les rapports sociaux de production. Quant aux expériences « socialistes » du Tiers-Monde qui ont capoté, la cause de l'échec n'en est nullement que les pays en question se seraient retirés du système mondial, mais plus banalement aussi que les transformations dans les rapports sociaux y ont été limitées.

VI. « Après » le NOEI, où va le Tiers-Monde ? Va-t-il progressivement se soumettre au programme de redéploiement des monopoles qui, au-delà de la crise actuelle, finira par imposer une nouvelle division internationale du travail ? ou bien les Etats du Tiers-Monde parviendront finalement à franchir une nouvelle étape du développement capitaliste en imposant leur participation à la DIT sur un plan moins inégal, progressant de la dépendance à l'indépendance ? Ou encore les bourgeoisies du Tiers-Monde échouant à le faire, une nouvelle vague de révoltes populaires amènera à nouveau les peuples du Tiers-Monde à occuper le devant de la scène ?

VI. 1. La thèse la plus répandue est celle que les monopoles finiront par imposer leurs stratégies de redéploiement. Les tenteurs de la mise en œuvre proviendraient principalement des circonstances de la crise. Au terme de 25 ans de croissance forte les classes ouvrières de l'Occident se retrouvent faibles politiquement (ayant renoncé à leur projet de société propre), mais fortes économiquement (à cause des effets du plein emploi de la période) (16). Ce sont ces classes ouvrières qui s'opposent au redéploiement, qui aggraverait le chômage au centre. Les monopoles doivent d'abord les vaincre, pour mettre en œuvre ensuite leur stratégie. Cette analyse contient certainement une part de vérité. De surcroît l'issue de ces luttes du centre est, pour le moment, encore incertaine. Mais, quelle que soit cette issue, la lutte des classes au centre occupe-t-elle le devant de la scène à l'échelle de l'évolution mondiale ? Force est de constater que, depuis l'impérialisme, cette lutte s'entrecroise avec celle conduite par les peuples de la périphérie, qui a en définitive modulé l'évolution à l'échelle mondiale d'une manière plus marquée (17).

VI. 2. La stratégie de redéploiement est déjà à l'œuvre en Asie orientale (Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong et Singapour) à une échelle qui a donné des résultats tangibles, inlassablement montrés en exemple par les institutions internationales comme la Banque Mondiale.

La thèse la plus favorable aux monopoles met en avant les effets de croissance forte de la stratégie du redéploiement. La réponse restera que le développement ne peut résulter d'implantations délocalisées en désordre et non articulées dans des ensembles intégrées nationalement. D'ailleurs la croissance induite en question est nécessairement inégale à l'extrême dans sa distribution, accentuant par la même des distorsions fondamentales dans l'orientation ultérieure du développement. L'Iran ne témoigne-t-il pas du caractère explosif de ce mode de développement ?

La thèse « officieuse » des défenseurs locaux de cette stratégie dans les pays de l'Asie orientale, notamment en Corée (18), est que l'articulation en question est construite progressivement par une politique d'Etat systématique. La sous-traitance au bénéfice de nombreuses petites et moyennes entreprises locales est organisée, soutenue par l'Etat ; la réforme agraire et la « révolution verte » ouvrent des perspectives d'autosuffisance alimentaire ; ainsi progressivement les filiales des monopoles sont « encerclées ». On ne cache pas que cet « en-

cerclement » est facilité par l'idéologie confucéenne de fusion de l'Etat et de l'économie. On laisse entendre malicieusement que la Corée du Nord opère de la même manière, les coopératives et les petites unités « socialistes » s'articulant sur les grandes unités d'Etat créées sur la base de l'aide et de la technologie soviétique. S'agit-il d'une allusion ou bien y a-t-il là embryon d'une exception, qu'il faudrait expliquer par l'idéologie confucéenne ? La question préalable à laquelle il faut répondre est évidemment de savoir qui finance qui : est-ce l'économie nationale qui finance l'accumulation des unités monopolistiques ou l'inverse ? Toute la problématique de l'échange inégal s'inscrit ici (19).

VI. 3. Cependant les Etats moteurs du Tiers-Monde n'ont pas renoncé à leurs objectifs, au moins au plan national quand bien même la possibilité d'un « front commun » imposant une révision globale de la DIT s'avèrerait plus difficile qu'il ne le semblait.

Le premier de ces objectifs est le relèvement substantiel des prix des matières premières, c'est-à-dire la captation des rentes minière et foncière. En effet, il semble que jusqu'à notre époque le capital a bénéficié d'un accès quasi libre aux ressources naturelles et ce à l'échelle planétaire. Cela paraît évident pour les ressources minières, mais c'est aussi le cas chaque fois que dans l'agriculture d'exportation l'absence d'une forme structurée de la propriété foncière non paysanne a permis au capital d'échapper à la ponction de la rente foncière absolue. Nous avons développé sur ces points la thèse (20) que la constitution et le renforcement d'une bourgeoisie industrielle dans le Tiers-Monde constituait la condition de la captation à son profit de ces rentes. Il reste que jusqu'à présent seuls les pays pétroliers sont parvenus à ce résultat. Or on ne peut ignorer que leur action en 1973 et 1974 convergait avec les objectifs des multinationales du pétrole et des Etats-Unis (soucieux, semble-t-il, à l'époque, de mettre à la raison l'Europe et le Japon pour leur imposer le réalignment). Doit-on en conclure que les bourgeoisies du Tiers-Monde sont trop faibles pour agir si elles ne peuvent exploiter des contradictions interimpérialistes ?

Le projet du NOEI visait précisément à renforcer par leur front commun les Etats du Tiers-Monde vis-à-vis des centres du système. On pensait alors que cet intérêt commun l'emporterait sur les divergences réelles d'intérêts immédiats. Par exemple les pays candidats à l'exportation industrielle les mieux placés ont intérêt à ce que les prix des matières premières, dont ils sont plus importateurs qu'exportateurs restent bas. Mais comme certains pays d'Asie et d'Amérique latine auraient besoin pour pénétrer sur les marchés des pays développés du soutien (moral ?) de la collectivité du Tiers-Monde, on concevait qu'en contrepartie ils soutiendraient (toujours moralement) les demandes des pays quasi exclusivement exportateurs de matières premières (l'Afrique entre autre). Après tout en dépit d'une divergence d'intérêts immédiats, le soutien de l'ensemble des 77 à l'OPEC reste entier. De même les intérêts divergents en ce qui concerne la dette extérieure, puisque les pays les plus « riches » — ceux dont la croissance est forte ou dont le potentiel est grand — sont aussi ceux qui

peuvent s'endetter le plus aisément sans craindre — à raison ou à tord — la « faillite » et la mise en tutelle qui menace réellement les autres.

A défaut d'actions communes fortes menées dans le domaine des relations Sud-Nord, les Etats du Sud peuvent-ils envisager de se renforcer par la mise en œuvre d'une stratégie de coopération intra Tiers-Monde (« collective self-reliance » ou autonomie collective) pendant et complément du développement national autocentré (« national self-reliance ») ? Bien peu a été amorcé jusqu'ici si ce n'est par des conférences, des discours (comme la Conférence de Buenos Aires, « TCDC » en 1975) et une succession de « projets » (comme le projet d'une Banque du Tiers-Monde, envisagé par la CNUCED, se substituant à l'échec de l'intervention du Tiers-Monde dans la réforme du système monétaire international, ou celui de multinationales du Tiers-Monde, ou encore celui de structures de recherches technologiques communes. Mais s'agit-il de projets nécessairement « utopiques » ? Le discours sur le « delinking », c'est-à-dire l'atténuation des relations Nord-Sud par la substitution d'une intensification des relations intra Tiers-Monde, est-il seulement un discours ? (21) La question n'est-elle pas, plutôt que de proposer de « bons programmes » de coopération intra Tiers-Monde à opposer aux « mauvais programmes » (dont on attribuerait ce caractère à l'ignorance), de savoir pourquoi les programmes en question sont « mauvais » ?

VII. Ces faiblesses internes des sociétés du Tiers-Monde étant enregistrées, quelle est, par delà le discours, la stratégie véritable qu'elles pourraient mettre en œuvre ?

VII 1. L'accent mis sur la puissance économique irrésistible des monopoles à notre époque tend à évacuer l'analyse des faiblesses des bourgeoisies et des classes dirigeantes du Tiers-Monde. Sans doute si la « technologie » pèse si lourd dans la balance à notre époque c'est que faisant l'objet d'une appropriation par les monopoles, elle permet à ceux-ci d'imposer la vente « en bloc » de systèmes productifs (« usines clés en mains ») dont une petite partie seulement représente des éléments techniques véritablement nouveaux (22). Cette position permet aux monopoles de capter non seulement l'ensemble des rentes et des surprofits mais encore de titrer à eux une bonne partie du profit normal. Dans ces conditions on ne s'étonnerait pas que, même si l'objectif de Lima de 25 % de la production industrielle était atteint, la fraction du surplus global retenu par les pays du Tiers-Monde lui serait très inférieure et ce indépendamment de la propriété formelle des installations.

Il reste que les conditions que les monopoles imposent aux pays du Tiers-Monde sont plus sévères que celles qui caractérisent leurs relations avec les pays de l'Est et la Chine. Il y a beaucoup de raisons à ce fait ; et aux raisons générales déjà évoquées on ajoutera que les pays de l'Est, et la Chine, lorsqu'ils achètent de la technologie, sont aussi capable de l'assimiler et donc de la reproduire puis même de la développer. L'infrastructure scientifique et technique des pays du Sud ne le permet pas.

Bien entendu la technologie, quelle qu'elle soit, n'est jamais neutre par rapport aux rapports de production et l'importation de celle-ci a des conséquences, en Chine comme en URSS ou dans le Tiers-Monde. Mais si les pays de l'Est européen ont développé aussi des technologies analogues à ceux de l'Ouest, ce qui facilite leurs échanges extérieurs, c'est parce qu'ils ont fondé leur développement sur des rapports sociaux voisins de ceux de l'Occident et non parce qu'ils seraient soumis aux monopoles (23). Par ailleurs il n'est pas prouvé que la Chine envisage, jusqu'ici une importation massive de technologie au point de déformer ses orientations fondamentales (« prendre l'agriculture pour base », etc.), encore moins de se soumettre au diktat des monopoles (24). Le Tiers-Monde par contre n'a pas même l'embryon de « technologie adaptée » à ses problèmes. Et s'il opte pour une industrie axée sur l'exportation il sera bel et bien contraint d'importer, et en position faible, de la technologie à une échelle massive, déterminante de ses orientations globales, ne serait-ce que par suite des contraintes de compétitivité de ses produits sur les marchés des pays développés.

On est donc renvoyé de la question apparente — celle de la force des monopoles — à la vraie question — celle des raisons de la faiblesse du Tiers-Monde et de la nature de classe de ses systèmes sociaux.

VII. 2. Que l'on qualifie donc de « capitaliste » en général le développement en cours à l'Est et au Sud, et de « bourgeoisies » leurs classes dirigeantes, ne suffit pas. Car il y a une grande différence entre la « bourgeoisie nationale » de l'Est (si l'on veut qualifier cette classe de bourgeoisie) et les bourgeoisies « néo compradore » du Sud.

La différence se situe dans les conditions historiques de constitution de ces « bourgeoisies ». A l'Est, en URSS ou en Chine, la « bourgeoisie » est une classe nouvelle, issue d'une révolution socialiste, dévoyée par la suite. Le temps révolutionnaire est marqué par la concurrence d'un bloc de classes populaires, anti capitalistes, comprenant la classe ouvrière, les paysans exploités et diverses couches moyennes. C'est du sein de ce bloc qui se constitue, pour se séparer des masses, la nouvelle classe. Cette convergence a rendu possible une construction économique nationale. Elle a, entre autres, permis, par le bouleversement des rapports sociaux à la campagne (la révolution paysanne), le développement de la base agricole et alimentaire de l'industrialisation. Or ce temps de convergence manque dans les pays du Sud. La nouvelle bourgeoisie ne se constitue pas à partir d'une révolution paysanne et socialiste. Elle dérive directement des classes façonnées à l'étape antérieure de l'impérialisme. La « crise agricole et alimentaire » du Tiers-Monde (25), incapable de soutenir son industrie par une progression appropriée de son agriculture, est l'expression de cette absence de révolution paysanne. Dans ces conditions la bourgeoisie n'est pas capable de construire une économie nationale, elle peut seulement s'alimenter de la croissance induite par son insertion au système impérialiste.

On dira certes que l'URSS aussi connaît des difficultés alimentaires. Sans doute, mais celles-ci résultent également de la rupture de l'alliance ouvrière et paysanne avec la collectivisation des années 1930-33 (26). Cela n'est donc pas un hasard ; cette réalité, incontestable, constitue le point faible du système soviétique. L'ancienneté relative de cette rupture explique aussi la forme achevée de la nouvelle société de classes soviétiques. Jusqu'à ce jour rien n'autorise à conclure qu'il en est déjà de même en Chine.

VII. 3. Ce contenu de classes des Etats du Tiers-Monde analysé, on peut alors mieux comprendre la nature véritable de leur stratégie. Celle-ci ne vise pas la construction d'économies mais seulement l'insertion dans la DIT. L'amélioration de sa position est, dans ces conditions, souvent plus facile à obtenir au détriment des partenaires faibles.

Les ambiguïtés du discours sur « l'autonomie collective » tiennent à cette raison. D'une manière très générale l'ambiance d'un « libéralisme généralisé intra Tiers-Monde » (les préférences généralisées entre pays du Tiers-Monde), les expériences de « marchés communs », défunts (comme le marché de l'Afrique de l'Est), stagnants (marché arabe...) ou embryonnaire (CDEAO par exemple) trahissent des objectifs de ce type. Le partenaire puissant envisage par ces programmes de s'insérer dans la DIT à son bénéfice immédiat fut-ce au détriment des autres. Le débat sur les « sous-impérialismes » le rappelle (27). La réalité des inégalités au sein du Tiers-Monde le rappelle encore davantage. Car les pays dits les « moins développés » sont souvent, comme nous l'avons montré, des pays dépendants au second degré, annexes des pays dépendants de première ligne (28) C'est pourquoi l'exigence d'un développement autocentré doit être encore plus fortement ressenti dans les pays « moins développés », pour lesquels l'espoir d'un développement dépendant est lui-même illusoire.

L'éclatement en plein jour des contradictions au sein du Tiers-Monde, tant au plan économique qu'au plan politique (voir les événements de la corne orientale de l'Afrique, du Sahara occidentale, de l'Afrique centrale, du sous-continent indien, de l'Indochine, etc). ne révèle pas, à notre avis, une remontée de « nationalismes » anciens, précapitalistes, libérés par l'indépendance recouvrée. Même lorsque ces conflits anciens sont mobilisés — et ils le sont — c'est pour les mettre au service de stratégies de bourgeoisies dépendantes, constituées ou en voie de l'être, qui aspirent à améliorer leur position dans le système mondial au détriment des plus faibles. L'appel aux puissances extérieures n'est donc pas par hasard : car cet appel doit pallier les faiblesses d'une stratégie qui ne peut être que faible parce qu'elle ne peut pas répondre aux aspirations profondes des masses populaires, mais seulement, au mieux, les mobiliser sur des objectifs partiels qui ne sont pas susceptibles de remettre en cause la direction des classes exploiteuses. Que cette stratégie fasse du Tiers-Monde l'enjeu des superpuissances dans leur lutte pour la domination/partage mondiale, bien des événements tendent à le démontrer chaque jour davantage.

VIII. La « crise » du NOEI, replacée dans l'analyse globale des tendances du système mondial, révèle la nature double et contradictoire

du processus des transformations en cours, qui peut être analysé comme une étape du développement du capitalisme à l'échelle mondiale mais aussi comme un moment de sa crise et de la « transition socialiste ».

Lorsque l'on analyse l'évolution en cours comme l'expression du développement du capitalisme à l'échelle mondiale il apparaît que les centres nouveaux qui émergent sont les pays communistes (Europe orientale, URSS, Chine, etc.) et non les pays du Tiers-Monde. Seuls les premiers sont en position, ayant rempli les conditions d'une construction nationale préalable, d'entrer dans la DIT sur un pied d'égalité.

Mais dans ces termes l'analyse est unilatérale. Précisément par ses deux aspects fondamentaux l'évolution du système revêt le caractère aigu d'une manifestation de crise des rapports de production capitaliste, illustrant le caractère objectivement nécessaire de rapports nouveaux, véritablement socialiste (29).

Il n'est pas indifférent en effet que les centres potentiels nouveaux soient apparus à partir de révolutions socialistes. Quel paradoxe que l'expansion du capitalisme ne puisse plus se faire véritablement que par un dévoiement de la transition socialiste !

Il n'est pas davantage indifférent que, lorsque la transition socialiste n'a pas été amorcée fût-ce pour être dévoyée, l'expansion du capitalisme reste de type périphérique. La problématique de la libération nationale demeure alors entière, même si, évidemment, les conditions de celle-ci continuent à changer, comme d'ailleurs elles ont toujours changé dans le passé. Une nouvelle vague de lutte populaires est donc prévisible, comme en témoigne la montée du populisme dans le Tiers-Monde. Encore une fois, les peuples du Tiers-Monde peuvent bien occuper le devant de la scène dans la transformation du monde.

NOTES

- (1) Par souci de brièveté nous ne ferons que des allusions rapides à des analyses développées ailleurs, notamment :
- a) en ce qui concerne l'histoire du débat économique Nord-Sud des années récentes :
 - CNUCED III, Un Bilan, Bulletin of Peace Proposals, Oslo 1972.
 - UNCTAD IV, and the New International Economic Order, Africa Development, 1974.
 - After Nairobi, Africa Development, 1976.
 - The New World Economic Order, Reactions of the Developed World, in International Financing of Economic Development, Biograd 1978.
 - Développement autocentré, autonomie collective et Ordre Economique International nouveau, in l'Occident en désarroi, Biograd 1978.
 - b) Un résumé de notre thèse concernant les rapports centre/périphérie au sein du système impérialiste (Thèse développée dans le Développement Inégal, l'Impérialisme et le Développement Inégal, l'Echange Inégal et la Loi de la Valeur, La Loi de la Valeur et le Matérialisme historique) peut-être trouvé dans : Le modèle théorique de l'accumulation au centre et à la périphérie du système capitaliste mondial, Revue Tiers Monde, 1972.
- (2) Kwame Amoa, L'indexation comme élément du nouvel ordre économique international, ronéoté, IDEP, Dakar, 1977.
- (3) S. Amin, Perspective de la localisation internationale des activités industrielles, un point de vue afro-arabe, GRESI, Paris 1976 ;
S. Amin, L'association Eurafrique, quelques aspects du problème Eurafrique, 1975 ;
S. Amin, A propos de l'Eurafrique ; In impérialisme et sous-développement en Afrique. Anthropos 1976.
Kwame Amoa, Les relations économiques internationales et le problème du sous-développement : la CEE et l'Afrique, in Amoa, Braun, Echanges internationaux et sous-développement, Anthropos 1974, présentation de S. Amin.
- (4) Voir par exemple : Thérèse Hayter, The Debt Trap.
- (5) Ce n'est pas ici le lieu de faire la critique de ces propositions diverses. Nous avons parfois proposé quelques analyses, notamment en ce qui concerne la population, l'Environnement, la Technologie. Voir :
L'Afrique sous peuplée, in Impérialisme et sous-développement en Afrique, Anthropos 1976.
Développement et Environnement, Tiers-Monde 1978.
Education, idéologie et technologie, in l'Impérialisme et le Développement inégal, 1976.
La mise en avant du thème des « besoins de base » fait l'objet d'une critique en cours (S'agit-t-il « d'organiser » la stagnation du « Quart Monde » ?).
- (6) Au sujet de notre analyse de la crise voir :
S. Amin, A. Faire, M. Hussein et G. Massiah : La crise de l'impérialisme, Minuit 1975.
S. Amin : C'est une crise de l'impérialisme, in l'Impérialisme et le Développement inégal, op. cité.
S. Amin. A.G. Frank, H. Jaffe, Quale 1984 ? Jaca Book, Milan 1975.
A.G. Frank, N'attendons pas 1984. Maspéro 1978.
- (7) A. Faire, Le Fonds Monétaire Européen, in Le Monde Diplomatique, Janvier 1979.
- (8) Giovanni Arrighi, The class struggle in XXth Century Western Europe, document ronéoté, 1978 ; voir aussi La géotria dell' imperialismo, Feltrinelli, 1978.
- (9) Statistique fournie par le Monde, 16 Janvier 1979.
- (10) La littérature de l'époque est abondante sur ce thème, voir par exemple : A. Faire et J.P. Sebord, Le nouveau déséquilibre mondial, Grasset 1973.
- (11) Pour le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre de la construction et de la production du Mode Capitaliste, voir :
S. Amin, Classes, Nations, Etat dans le matérialisme historique, Chap. I, Sect. V (Etat, Nation et Economie dans la reproduction capitaliste) ; également : La question nationale et le capitalisme, l'Homme et la Société, 1978.
- (12) Terme de G. Arrighi (art. cité).

- (13) Voir : S. Amin, A propos de la critique, *l'Homme et la Société*, 1976.
- (14) Nos conceptions concernant l'impérialisme ont été développées ailleurs, notamment :
Présentation, in Beaud, Bellon, François, Lire le Capitalisme, *Anthropos* 1976 ;
La Stratégie de la révolution socialiste dans le Tiers-Monde, in *Cahiers Jussieu* n° 4, 10-18, 1977.
Sociétés précapitalistes et capitalisme, in Amin et Frank, *L'Accumulation dépendante*, *Anthropos* 1978.
Classes, Nations et Etat dans le Matérialisme historique, Chap. VI et VII, à paraître.
- (15) S. Amin, Développement autocentré, autonomie collective et NOEI, art. Cité.
- (16) G. Arrighi, art. Cité
- (17) Voir note (14).
- (19) Etude en cours sur la Corée.
- (19) Ce n'est pas ici le lieu de reprendre le débat sur l'Echange inégal. Voir :
La loi de la valeur et le matérialisme historique, *Minuit* 1978.
La structure de classe du système impérialiste contemporain.
L'Homme et la Société, 1977.
Réflexion sur la théorie de l'impérialisme, à paraître.
- (20) Voir :
La rente minière, in *La loi de la valeur et le matérialisme historique* ;
Le capitalisme et la rente foncière, in *l'Impérialisme et le développement intégral*.
- (21) Pour des programmes de ce genre voir :
Fawzy Mansour, *Third world revolt and Self Reliant Autocentered Strategy of Development*, IDEP, doc. ronéoté, 1977.
S. Amin, Sept propositions pour le Tiers-Monde, *Jeune Afrique*, Mai 1976.
E. Oteiza et A. Rahman, *Technical cooperation among third world countries and the international order*, *Third World Forum*, occas. papers n° 3, 1978.
- (22) Voir, au sujet du monopole technologique, la note (5).
- (23) Voir *Classes, Nations, Etat...* Chap. VII (la nature de la société soviétique, technocratie et aristocratie ouvrière en URSS et en Occident).
- (24) C. Bettelheim, *La Chine à la mort de Mao Tsé Tung*, Maspéro 1977.
La thèse des « 4 modernisations » annonce-t-elle un tournant définitif ?
- (25) A propos de « la crise alimentaire », voir :
Les limites de la révolution verte : Le paradoxe africain, le déficit alimentaire de l'Afrique, in *Imperialism et sous-développement en Afrique*, *Anthropos* 1976, également *Le capitalisme et la rente foncière*, op. cité.
- (26) C. Bettelheim, *La lutte des classes en URSS*, 2 vols. Maspéro 1977.
Sigrid Grosskopf *L'alliance ouvrière et paysanne en URSS, 1921-1928* Maspéro 1976.
- (27) A propos des « sous-impérialismes », voir *Classes, Nations, Etat*, Chap. VI.
- (28) A propos des pays les moins développés, voir : *CNUCED III, Un Bilan*, art. cité.
- (29) Voir *Classes, Nations, Etat...* Chap. VII.